

GROUPE de TRAVAIL OP

1. Sur la base des présentations articulées autour des éléments suivants :
 - Analyse prospective portant sur les tendances, les enjeux, les dispositifs de réponses et la cartographie des acteurs
 - Analyse développée par les réseaux d'OP prises séparément
 - Objectifs, réalisation et perspectives du cadre de concertation inter-OP (APESS, ROPPA et RBM)
 - La résilience pastorale en termes de changement climatique
 - Adéquation entre la démographie et le pastoralisme
 - La valorisation des sous produits de l'élevage
 - L'alimentation du bétail doit être la priorité (notamment la culture fourragère)
 - La santé animale

 2. Structuration des travaux de groupe :
 - a. Affinement de l'analyse des défis et des enjeux à la lumière
 - b. Indentification des enseignements utiles à tirer des initiatives et cadres existants en termes de :
 - Développement des informations et des connaissances
 - Cadre organisationnel et institutionnel
 - système de financement endogène
 - Gouvernance
 - Cadre de concertation/consultation à différentes échelles
-
- Séparer les deux secteurs à savoir l'agriculture et l'élevage
 - Faciliter la transhumance transfrontalière
 - Intégrer dans les politiques nationales le développement de l'élevage pastoral.
 - Dans les différentes déclarations, il faut adopter une nouvelle politique de l'élevage
 - Faciliter les échanges commerciaux entre les pays sahéliens et les pays côtiers.
 - renforcer la coopération entre les Etats sur l'élevage
 - Politique plus ambitieux en faveur de l'élevage au niveau de la CEDAO et de CEEAC
 - Reconnaissance du pastoralisme dans les plans de développement des Etats et au niveau régional
 - Créer des outils adaptés pour la mise en œuvre des politiques en faveur du pastoralisme
 - Créer les espaces d'échange spécifiques pour les éleveurs
 - Mettre en place un appui sur de long terme de la part des Etats (écoles, l'hydraulique pastorale, les marchés, etc.)
 - Collecte des données statistiques sur l'importance et la contribution de l'élevage pastorale au niveau de nos Etats.

3. Identification de levier à actionner pour renforcer le dialogue inclusif et informé, capable d'influencer les politiques publiques, afin qu'elles fournissent des services adaptés.

- Travailler à stabiliser l'agriculture pour sécuriser les espaces pastoraux. Lors des aménagements des espaces, il faut tenir compte de l'élevage.
- faciliter à l'accès à l'eau pour le bétail
- libération et valorisation des espaces pastoraux
- renforcer le dialogue entre les acteurs
- Renforcer la résilience des éleveurs
- La répartition des moyens financiers à la base des OP
- La formation des pasteurs sur les textes liés au pastoralisme
- Prévoir un réinvestissement des taxes perçues sur l'élevage au niveau de nos Etats
- Mettre en place un système de gestion inclusif autour des marchés à bétail
- revalorisation du pastoralisme
- clarification du foncier pastorale
- complémentarité entre l'agriculture et l'élevage
- mener une étude qui va ressortir la contribution du pastoralisme dans la sécurité et l'intégration des communautés.
- mettre en place un mécanisme approprié de financement du pastoralisme
- Reconnaissance de l'activité de l'élevage comme une activité par les pays
- COP au Maroc
- Genre
- Développer des cadres de concertation
- La question des droits humains : spécificités des pasteurs : défi
- Modernisation du secteur